



Les gouvernements peuvent tomber, les attaques contre la fonction publique vont continuer.

Toutes et tous en grève le 5 décembre !

L'annonce par Michel Barnier du recours à l'article 49.3 pour tenter de passer en force le PLFSS va entraîner un vote de censure de son gouvernement. Quelle que soit l'issue de cette motion de censure, Solidaires Fonction Publique appelle les agent·es publics à faire grève et à se mobiliser largement ce jeudi 5 décembre.

3 jours de carence, une passion triste de la droite.

Si le gouvernement Barnier tombe, les projets d'instauration de trois jours de carence dans la fonction publique et la réduction de l'indemnisation de la maladie risquent de revenir rapidement d'actualité. Véritable marotte du Sénat qui tente de l'imposer tous les ans, l'attaque contre les conditions de prise en charge de la maladie dans la fonction publique restera d'actualité dès un nouveau gouvernement nommé. C'est pourquoi les agent·es doivent envoyer un message fort au futur gouvernement: non aux jours de carence dans la fonction publique, prise en charge à 100% de l'indemnisation maladie.

Faire autant avec moins de moyens, les conditions de travail sont insupportables.

Les gouvernements peuvent passer, les conditions de travail des agent·es publics continuent de se dégrader. A toujours réduire les effectifs et les financements des services publics, ce sont leurs missions qui sont frontalement attaquées. Les services publics ne sont pas un coût mais une richesse, un outil au service de la justice sociale. C'est pourquoi

ils nécessitent des investissements massifs pour permettre aux agent·es d'exercer correctement leurs missions, qui sont indispensables. Instaurons dès le 5 décembre un rapport de force pour obtenir les postes et les financements dont nous avons besoin.

Les salaires dans la fonction publique sont gelés.

Il y a un autre sujet sur lequel les agent·es ont toutes les raisons de faire grève le 5 décembre: celui des salaires. 2024 a été une année blanche pour les salaires de la fonction publique. Le ministre Kasbarian avait annoncé qu'il n'y aurait aucune revalorisation du point d'indice en 2025, ni de mesure générale pour les salaires. Pire, le gouvernement a supprimé la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) dès l'exercice 2024, privant au moins 188 000 agent·es de cette mesure qui compensait partiellement l'inflation et le gel des salaires.

Le message que nous portons aux gouvernements passés et à venir est clair: il ne peut y avoir d'attractivité de la fonction publique sans revalorisation générale des salaires.

Ce n'est pas aux agent·es publics de payer la dette !